

Macron relance l'invasion des campagnes : mobilisation générale !

En Israël, les terroristes du Hamas ont commis le 7 octobre un épouvantable massacre en s'introduisant sur les terres d'Israël au petit matin. Au cri de « Allah Akbar », ils ont égorgé, décapité (même des bébés), éventré, violé, tué à tour de bras. Comme d'habitude, en France, un nombre non négligeable d'individus, regroupements et partis (NPA, LFI CGT, Indigènes) n'ont rien trouvé de mieux que d'inverser les responsabilités et la culpabilité. Pour eux, ce sont les « palestiniens » qui sont victimes des odieux Israéliens.

Ce sont les mêmes partis, syndicats et associations qui soutiennent l'invasion migratoire et l'islamisation de notre pays, et qui nient le djihad quotidien qui se déroule en France, avec des méthodes qui rappellent parfois la barbarie du Hamas. Ils osent manifester avec ceux qui poussent le même cri que les assassins du 7 octobre : « Allah Akbar ».

Moins d'une semaine plus tard le 13 octobre, un professeur de français a été égorgé à Arras par un musulman « réfugié » Tchétchène au cri de « Allah Akbar ». Juste trois ans après la décapitation de Samuel Paty. Le même cri que celui poussé par les assassins de Charlie Hebdo, du Bataclan, de Nice et de tellement d'autres lieux...

Depuis le 7 octobre le ministère de l'intérieur a relevé plus de 600 actes antisémites en France. « Normalement » c'est 400 en une année. Là, c'est 600 en 3 semaines. La quasi totalité commis par ceux qui crient « Allah Akbar ». Pas un jour ne se passe sans que 120 à 140 coups de couteau ne soient donnés. Tout les jours il y a des morts un peu partout en France avec un nombre très élevé d'éborgements qui signent l'origine des tueurs. On ne compte plus non plus les viols (même de nonagénaires), les vols et les violences en tous genres.

Le lien entre ces violences et délinquances avec l'immigration est reconnu par le président et le ministre de l'Intérieur.

Or, non seulement rien n'est fait pour arrêter l'immigration, mais c'est dans ce contexte que le pouvoir, avant les Jeux Olympiques de Paris, paraît décidé à accélérer l'invasion migratoire de nos campagnes, au nom de ce que Macron ose appeler "la transition démographique".

À **St-Brévin**, malgré un combat acharné du Collectif de préservation de la Pierre Attelée, le CADA va certainement ouvrir ses portes prochainement à une centaine d'Africains hommes, juste à côté d'une école maternelle et primaire. Si demain un crime de type Arras se produisait contre des enseignants ou des enfants, mettant en cause un ou plusieurs résidents du CADA, il ne faudra pas oublier la responsabilité écrasante de Dorothée Pacaud, nouveau maire de Saint-Brevin, et de tous ses complices immigrationnistes.

À **Bélâbre**, dans l'Indre, le maire, Laurent Laroche, contre l'avis de sa population, par idéologie, a refusé une usine avec trente emplois, pour imposer ses migrants. Une manifestation est organisée ce samedi 29 octobre contre l'ouverture d'un CADA dans ce petit bourg du centre de la France. Le préfet a voulu l'interdire, mais le tribunal administratif l'a désavoué.

A **Plainfaing**, dans les Vosges, village de 1600 habitants, sans prévenir personne, 30 mineurs non accompagnés sont arrivés récemment de Lampedusa, et ont été installés dans le centre de vacances du village. Pourtant le ministre de l'intérieur avait déclaré de manière très martiale : « Aucun immigré de Lampedusa ne viendra en France ».

À **St-Jean de Monts** (Vendée), une manifestation est organisée par le Rassemblement vendéen ce 4 novembre à 10 heures devant la mairie, contre l'arrivée de 22 migrants, supervisée par une organisation locale pro-migrants, le Groupe d'Accueil de Migrants de Vendée, avec la complicité de la municipalité, sans demander, là encore, l'avis de la population.

Sans parler d'autres endroits où les choses se font en douce, derrière les populations et souvent les élus.

Cette situation ne peut plus durer. La sécurité et le mode de vie des Français sont délibérément mis en danger. La coordination « Partout Callac » appelle tous les Français se mobiliser contre cette politique immigrationniste complètement folle, et à soutenir par leur présence toutes les initiatives qui vont se mettre en place.

Le principe de précaution, mis en avant souvent à tort et à travers par les écologistes, doit s'imposer en France pour l'immigration africaine.

Le 27 Octobre 2023.

Bernard GERMAIN

Porte-parole de la Coordination Partout Callac (www.partoutcallac.fr)